

Rechercher dans Ména

dimanche, 05 août 2012

# Metula News Agency

Page principale [S'abonner/Se mettre à jour](#) [Votre abonnement](#) [Finances/pub](#) [A propos de la Ména](#)

## Jean-Claude Milner ou les vrais enjeux de la politique (info # 012308/11)



mardi, 23 août 2011

Par Llewellyn Brown

### Politique des choses ou de l'être parlant ?

La politique est un sujet qui occupe nos conversations voire, à la Ména, notre réflexion la plus sérieuse : nous nous interrogeons sur ce qui fait les impasses, les dangers des situations que nous vivons, et indiquons, à l'occasion, de possibles voies de sortie. Dans son ouvrage récent intitulé *Court traité politique* – réparti en deux volumes brefs : *La Politique des choses* et *Pour une politique des êtres parlants* [1] –, [Jean-Claude Milner](#) nous donne une analyse extrêmement dense et précise – comme à son habitude – de ce qui constitue la politique et ses enjeux actuels.

Il s'agit de restaurer la dimension humaine, au sein de l'inhumanité qui nous menace, et qui se réduit à traiter des êtres parlants comme des choses. Nous en faisons tous l'expérience : les transactions commerciales se passent de la parole, au profit de l'automatisation généralisée, grâce à l'omniprésence des réseaux électroniques ; la surveillance est devenue universelle : les caméras n'en sont que le signe visible.

Un exemple de ce dernier phénomène : les cartes utilisées par les voyageurs dans les transports parisiens en guise de billets enregistrent tous nos mouvements. Nous servons ainsi à alimenter, *volens nolens*, une base de données statistiques, que la société commerciale exploitera à son gré. Pour déterminer, par exemple, comment gérer le flux des « usagers » parisiens et quels seraient leurs « besoins », sans que les intéressés aient à se prononcer.



**Jean-Claude Milner**

Dans cette évolution qui nous touche tous, il s'agit, donc, de remplacer l'échange langagier – ce qui, rappelons-le, fait la spécificité de l'humain – par la tranquille gestion des *choses*. Pourtant, comme l'affirme Milner – et contrairement à ce que la société nous impose désormais –, les libertés se fondent sur un principe d'ordre très matériel : « [...] le droit au secret, garanti au plus faible à l'égard du plus fort. ».

### Imposture de l'évaluation

Comme on le voit, le champ est potentiellement vaste. Milner part de la question de « l'évaluation », telle qu'elle s'est présentée dans des circonstances précises : *l'amendement Accoyer de 2003*, visant à soumettre les professionnels de la santé mentale à une « évaluation ».

Une aberration quand il s'agit de la psychanalyse : là où celle-ci offre la possibilité, pour chacun, de traiter de ce qui fait, pour lui, l'insupportable de l'existence, l'évaluation devait établir un étalon supposé déterminer son efficacité thérapeutique.

Il s'agissait bien d'une escroquerie. Comme le précise Milner, cette « évaluation » n'a strictement rien en commun avec celle que l'on imagine ordinairement : des règles internes à une discipline scientifique, développées par les spécialistes afin de tirer un savoir sur l'exactitude de leurs hypothèses.

Il s'agit bien plutôt d'une forme d'arbitraire pratiquée par des bureaucrates qui n'ont de comptes à rendre à

[Login/Logout](#)

[Contacts](#)

[Forum](#)

### Le commentaire

Merci par le Prof. A. Marzouki à Gabès,

L'article de M. Juffa sur la Tunisie a fait grand bruit ici, et il a circulé abondamment dans tous les cercles et sur Facebook.

La Ména nous a informés, nous, les Tunisiens, de l'essentiel des événements que nous traversons bien avant que nous ne les comprenions nous-mêmes.

Il fallait saisir qu'il ne s'agissait pas d'un renversement du régime, mais de l'éviction de Ben Ali, récupérée par ses anciens élèves-ministres pour leur compte.

Depuis, tout le monde ici a compris. Les manifestations se multiplient mais elles sont de plus en plus petites et les forces de l'ordre sont de plus en plus présentes.

Bien sûr les anciens ministres ont promis de "s'en aller après la transitions" mais on n'a encore jamais vu un politicien, jouissant de privilèges extrêmes, quitter les affaires de son plein gré. Et puis, s'ils entendaient partir, pourquoi auraient-ils maintenu le parti de Ben Ali après l'avoir épuré de son chef ?

### Avantages abonnement

**Système préférentiel de paiement de l'abonnement :**

par carte bancaire, auprès de la Royal Bank of Scotland, hautement sécurisé, en français, pour accéder presser [Ici](#)

**Nouveau:**

En envoyant un email à

personne. Milner l'énonce de manière saisissante : « L'évaluation des évaluateurs ne relève pas du concept, mais d'une pratique d'appareil ; elle n'est pas interne au savoir théorique, elle lui est extérieure ; elle ne requiert aucun savoir déterminé [...] ». L'évaluateur est celui qui descend des cieux et, dépourvu d'aucune connaissance en le domaine concerné, décrète ce qui a du mérite, et ce qui n'en a pas.

Une expérience personnelle peut éclairer ces principes structurants de l'évaluation moderne : chacun peut les retrouver dans son propre domaine. On sait qu'en France, quelqu'un devient professeur de Lettres grâce à des concours qui durent des journées entières, et dans lesquels on juge sa capacité d'analyser des textes, d'en extraire un savoir qu'il transmet de manière claire et ordonnée, à l'écrit et à l'oral.

Une telle évaluation est manifestement interne à la discipline concernée, au croisement du savoir du spécialiste et de l'enseignant. En revanche, l'évaluateur (qui conserve, en l'espèce, le titre classique d'« inspecteur »), pourra soudain décider d'évaluer le professeur sur des critères puisés dans les sciences... comportementalistes.

On demandera que le professeur ne s'occupe pas trop des « contenus » (c'est-à-dire ce que le commun des mortels suppose que l'élève va apprendre !) mais qu'il applique des techniques (variables, au gré de la mode) qui, grâce à leur caractère « ludique », feront acquérir un savoir aux élèves dans la joie et dans l'allégresse. Pour faire avancer la « recherche » dans ce domaine, on demandera au professeur non pas de s'atteler à une réflexion écrite, mais, sur des questionnaires paramétrés, de se contenter de... cocher des cases ! Et l'on s'étonne que les élèves ne sachent plus lire et écrire aujourd'hui !

Les évaluateurs estiment que les données matérielles et statistiques sont porteuses d'un savoir supérieur à celui dévolu par les personnes. Il convient donc d'écarter ces dernières, pour discerner ce qui « parle » à travers elles : là, on saura dégager la vérité nue et crue. Nous connaissons tous la série télévisée intitulée *Les Experts*, dont l'action se fonde non sur des personnages qui mentent et qui rusent, mais sur des cadavres inertes, des traces physiques étudiées dans le champ clos du laboratoire.

### *Domestiquer*

Contrairement à ce que l'on pourrait croire, l'objectif de l'évaluation moderne n'est pas de favoriser une efficacité accrue : on voit partout qu'elle ne fait qu'entraver celle-ci, comme une poignée de sable que l'on jetterait dans les rouages d'une machine. L'envahissement des papiers à remplir remplace désormais l'action que seul le professionnel est à même de mener. Sa visée est donc pernicieuse, et se situe sur le plan moral. Comme Milner le déclare sans ambages, l'évaluation vise « la domestication généralisée ».

La démocratie – qui, aux antipodes de son modèle antique, n'est plus qu'une « démocratie verbale » – en est atteinte. Commandée par la vénération du chiffre, l'évaluation sert à faire en sorte que tous les êtres soient commensurables et substituables : chacun sera réduit au *quelconque* sous le régime des statistiques, où, comme on le sait, l'*un* arithmétique – comme le bulletin de vote que vous déposez religieusement dans l'urne – ne compte pas.

Or, on sait que les êtres humains sont « incommensurables et insubstituables ». L'humain est réfractaire à l'idéal de l'égalité. En 1789, on a affirmé fonder celle-ci sur le plan *formel* : chacun – riche ou pauvre, homme ou femme, autochtone ou immigré – aurait à sa disposition l'ensemble des instances et des droits offerts par l'État. Sous un régime gouverné par la raison, il ne se heurterait plus contre des barrières arbitraires déterminées par le destin.

Aujourd'hui, cette conception ne satisfait plus, et l'on exige que l'égalité soit partout *substantielle* : on réclame une réelle parité hommes / femmes à tout niveau de la fonction publique ; on veut que tous – élèves travailleurs ou paresseux, talentueux ou ordinaires – réussissent leur baccalauréat ; on revendique qu'il y ait autant de mosquées que d'églises sur le territoire français...

Tout est dans tout ; tout est équivalent et substituable, de sorte que, par exemple, pour certains idéologues, le « peuple palestinien » remplace le peuple juif, au prétexte d'une persécution imaginée...

Au lieu d'admettre l'irréductible singularité qui dicte les choix et le destin de chacun – ce qui fait que, dans la vie, l'on rencontre l'échec ou la réussite, la célébrité ou l'obscurité –, on cède à une surenchère perpétuelle, et qui est d'une parfaite mauvaise foi : ainsi, les expéditions « humanitaires » destinées à compléter l'abondance des denrées dans les supermarchés de Gaza. On demandera le bonheur et la justice pour tous, partout ; mais les bénéficiaires seront choisis de manière très partielle...

L'évaluation moderne participe ainsi à une tendance généralisée vers l'indifférenciation, vers la substitution des choses aux êtres parlants, vers une négation de l'humanité.

### *Le corps de l'être parlant*

Dans son second volet – et en récusant tout idéalisme qui brouille les enjeux et prépare le terrain à de nouvelles manifestations de la barbarie –, Milner avance le principe que la politique est l'affaire des *êtres parlants* : « [...] le minimalisme en politique revient à un matérialisme. En l'occasion, la matière nue, c'est le

en envoyant un email a info@menapress.com indiquant s'il s'agit d'un nouvel abonnement ou d'un renouvellement, en mentionnant impérativement tous les détails suivants :

A. Le type d'abonnement choisi (consulter la liste des différentes options à la page <http://www.menapress.com/paiements.php>).

B. Votre type de carte (Visa, Diners, Master Card etc.)

C. Le numéro de votre carte.

D. Le nom du détenteur de la carte tel que figurant sur celle-ci.

E. La date d'échéance de la carte (mois, année).

F. Le numéro de sécurité : les 3 derniers chiffres apparaissant au dos de la carte.

G. Votre adresse physique.

Nous vous enverrons une confirmation de la transaction et détruirons consciencieusement les informations que vous nous aurez transmises immédiatement ensuite.

Vous pouvez également adresser le montant net de vos abonnements,

par chèque à  
Metula News Agency S.A  
c/o Larry Joffe Acting  
7, Rue d'Ostende  
L-2271 Luxembourg

ou, par **transfert bancaire**, à :

Metula News Agency S.A  
Compte no. LU91 0019  
1555 7289 3000  
Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat Luxembourg (BCEE)  
1, place de Metz  
L-2954 Luxembourg  
Code Swift BCEELULL

### Les avantages de l'abonnement :

- Recevoir les dépêches par E-mail dès qu'elles sont publiées par la Ména
- Accéder à toutes les rubriques de ce site
- Accéder à tous les articles
- Accéder au forum
- Lire l'article tel que son auteur l'a écrit
- Obtenir le droit d'envoyer les articles à ses amis

corps. Le corps de l'être parlant. Toute politique s'égaré, dès qu'elle s'égaré de ce septentrion. »

La politique entre en jeu dès que l'on découvre que, en tant qu'être parlant, on n'est jamais seul : que l'être humain est toujours déjà plusieurs, et que d'autres que moi peuvent aussi prendre la parole, m'imposant alors le silence. Le corps ? La politique engage les rapports entre faible et fort ; et la prise de parole signe l'avènement de la politique, puisqu'elle représente le moyen d'assurer la demande de survie, d'éviter la mise à mort. Cette dernière marque, en effet, la suspension (dans la peine capitale) ou l'annulation (dans la Terreur) de la politique. Elle signe l'intrusion du hors-langage : à nouveau, donc, la Chose insupportable, dont le premier volet de ce livre a exploré les prémisses.

La question se pose alors de ce qui constitue la politique quand on parle. Pour en définir la problématique moderne, Milner recourt à deux catégories logiques qui entrent en conflit à notre époque : le Tout limité et le Tout illimité [2]. Le *limité* relève des cadres qui nous sont familiers : l'État, la nation..., ces entités qui sont définies par le bord où leur pertinence est suspendue (les frontières d'un État souverain, par exemple). L'*illimité* n'admet aucune instance qui lui fasse limite.

Dans ce domaine, on connaît la circulation généralisée des marchandises et des capitaux ; la communication électronique par Internet (où tous les secrets sont appelés à se dévoiler par tous, pour tous, sur le modèle de Wikileaks) ; les flux migratoires qui font fi des frontières (la perméabilité de la frontière naturelle séparant l'Europe du Maghreb) ; le djihad mondial...

Le sort d'Israël se joue précisément à la jonction du limité et de l'illimité : l'existence d'un État juif ne cesse de faire l'objet d'attaques émanant de l'ensemble de la « communauté internationale », afin qu'il se noie progressivement (la politique de la conquête par « étapes » adoptée par l'OLP) dans l'ensemble indistinct du « monde arabe » (réputé l'identité naturelle de cette région).

### La démocratie verbale

Or si le monde se trouve absorbé dans l'illimité, la politique se pense toujours selon des termes issus de l'Antiquité : représentation, élections, organisation du territoire national. Ce petit théâtre se montre bien dérisoire à l'égard des forces qui secouent notre monde : « [...] le secret des gouvernants est qu'ils n'ont pas plus de prise effective sur les événements que les acteurs de la scène tragique n'étaient des héros, des dieux ou des rois ».

Désormais, dans notre « démocratie verbale », l'allocution politique – avec sa grandeur rhétorique – cède à l'impuissance de la *discussion politique* : « [...] l'individu moderne sait qu'il n'a pas de part directe à la politique, sauf dans la dimension du semblant. Quand il n'est pas en position de commander, il lui faut parler comme s'il décidait de tout en son moindre détail ». Par la séduction de cette *mimesis* (imitation d'une action) théâtrale, chacun se persuade qu'il contrôle les événements : nous participons tous aux conversations du café du commerce.

La discussion politique se réduit au bavardage, alors que, comme le souligne Milner en s'appuyant sur Descartes : « [...] l'objet politique a un seul nom véritable : la décision. » Il précise : « [...] il est vain de parler politique ; la seule chose, c'est de décider ou de prendre part à la décision [...] ».

Personne ne peut décider à la place des décideurs : la distance qui sépare les gouvernés des gouvernants (et les impondérables auxquels ils s'affrontent, à l'image des héros cornéliens) est incommensurable. Cependant, en Europe aujourd'hui, on suit plutôt Machiavel, selon lequel le gouverné voit mieux que celui qui décide, et leurs places respectives sont interchangeable. Il en résulte la fascination réciproque (les hommes politiques qui veulent ressembler au peuple) et l'éternel bavardage (mensonger, bien entendu : lisez *Le Monde*, l'*AFP*, quand ils traitent du Proche Orient) qui alimente nos media. Une telle collusion conduit à l'extinction du désir et au renoncement à toute volonté politique.

### Éléments d'une réponse

Comme l'annonce le titre de son deuxième volume – *Pour une politique des êtres parlants* –, Milner donne les éléments nécessaires pour que l'on discerne une issue. Au lieu de prendre la politique comme un tout, où les places gouvernants / gouvernés seraient interchangeables, il faut la *fragmenter*.

On n'exigera donc plus *tout*, comme le font encore bruyamment, par exemple, les groupes d'extrême gauche (on connaît la rengaine : « régularisation de *tous* les sans-papiers »). C'est une position qui les voue à l'impuissance.

Milner affirme : « [...] ce que nous voulons, justement pas tout, mais *quelque chose*, que nous pouvons désigner et qui n'est ni tout ni rien ». On réclamera donc, ponctuellement, une chose précise, quitte à employer le leurre pour détourner l'attention et instrumenter ceux qui décident.

C'est là une réponse à l'éternel immobilisme des rapports qui subordonnent le plus faible au plus fort : « [...] faire que le plus faible, tout en restant faible, soit fort en face du plus fort ». Un tel principe évite ce jeu de dupes qui consiste à vouloir échanger leurs places respectives, à la faveur d'une Révolution, avec la

autres à ses amis

- Accéder à la fonction d'impression
- Accéder à la Ména lors de ses déplacements
- Accéder aux articles anciens
- 30 jours gratuits, sans engagement
- Participer à l'essor de la Ména
- Participer à l'effort de ré-information

### Nouvelles archives

[juillet, 2012](#)

- [juin, 2012](#)
- [mai, 2012](#)
- [avril, 2012](#)
- [mars, 2012](#)
- [février, 2012](#)
- [janvier, 2012](#)
- [décembre, 2011](#)
- [novembre, 2011](#)
- [octobre, 2011](#)
- [septembre, 2011](#)
- [août, 2011](#)

### Archives jusqu'au :

10.2.2010

conséquence de prolonger la servitude. C'est aussi ce qui écarte l'exaltation narcissique qui imprègne la posture du « rebelle », qui est à la mode aujourd'hui : « Indignez-vous ! », proclame, chevrotant, certains esprits séniles (s'indigner contre quoi ? pour quel résultat concret ?).

L'objet de l'action politique sera déterminé, non par l'aspiration à une utopie – à laquelle on accéderait au bout d'un asservissement ou d'un massacre supposés provisoires –, mais par *l'insupportable* : « [...] considérer la subordination telle qu'elle est, au temps et au lieu où elle est, comme un éternel présent, qui dure exactement aussi longtemps que dure l'instant où on en ressent l'insupportable ».

Il désigne ici un réel innommable, enduré par le corps, que rien ne justifie, auquel rien ne donne sens. Là pourtant, on discerne exactement ce sur quoi on ne cèdera jamais ; on sait que rien n'est plus urgent ni plus vital que de parer à un tel danger, et qu'aucun compromis, aucun attermoiement ne sont possibles.

Milner ne donne pas de recettes, il ne prescrit aucune application à des cas particuliers. Mais, assurément, l'enjeu existentiel que suppose la présence juive au Proche Orient laisse amplement l'occasion de mettre en pratique un tel éclairage. Dans cet *illimité* qu'est l'acharnement généralisé et perpétuel à l'éradiquer, il n'existe pas de « solution définitive », aucune politique d'ensemble : seule une approche pas à pas, marquée par une détermination absolue et conditionnée par un regard sur l'insupportable qui ne cesse de se rappeler à nous. Dans sa réflexion succincte, sobre, rigoureuse, et sans exaltation, Milner nous offre de précieux outils conceptuels pour comprendre les enjeux de notre époque.

#### Notes :

[1] Jean-Claude MILNER : *Court traité politique*, Lagrasse, Verdier, 2011. Le premier volume fut publié en 2005.

[2] Il a déjà défini ces catégories dans son ouvrage qui traite directement de la question de l'antisémitisme européen, à l'égard d'Israël : *Les Penchants criminels de l'Europe démocratique*, Lagrasse, Verdier, 2003.

[By YinonSys](#)

menapress 2012© All Rights Reserved.